

## RÉSILIENCE URBAINE, février 2011

**Sandrine Revet, anthropologue, CERI**

**Injonctions contradictoires. La gestion internationale des catastrophes naturelles : entre vulnérabilité et résilience**

S. R. introduit son propos sur le fait qu'elle ne travaille pas sur la résilience mais sur la vulnérabilité. L'invitation a été l'occasion de dépasser la simple entrée par la vulnérabilité en « épluchant ses terrains ».

S. R. travaille actuellement sur les institutions, acteurs publics, acteurs privés, experts, et les ONG en particulier, bref le monde de la gestion internationale des catastrophes naturelles. Ce monde est né et s'est développé très rapidement à partir des années 1980. Dans cet espace de dialogue, de débat, il existe des concepts qui ont un rôle performatif important qui permettent de structurer les politiques, de lever les fonds, etc. Les concepts orientent donc largement les politiques.

Dans cet univers de la gestion internationale des catastrophes, vulnérabilité et résilience sont très liées. L'objet est de se demander ce que ce concept de résilience sous-tend et de montrer que les populations qui sont les destinataires des politiques mises en œuvre sont prises entre des injonctions contradictoires.

### **1. La vulnérabilité ou comment vider un concept de son contenu radical**

La vulnérabilité a permis dans les années 1980 d'introduire la société et de sortir des démarches centrées sur l'aléa. On a ainsi redonné du dynamisme.

S. Revet retrace la genèse du concept en montrant la construction dans les années 1970 en insistant sur des ouvrages portant sur les sécheresses : cite Hewitt, Wisner, etc.

Ces usages de la vulnérabilité se revendiquent comme radicaux : l'idée de vulnérabilité est liée à l'idée de revendications sociales. Tonalité révolutionnaire du discours chez ces auteurs. Volonté d'instiller dans les cercles de pouvoirs une nouvelle façon de voir les catastrophes.

Dans les années 1990, la notion s'implante dans le milieu des organisations internationales (OI) (IDNDR). Chercheurs occupent des postes importants au sein des agences de l'ONU qui prennent les cat. nat. comme objet, avec toujours le même objectif de perspective radicale. Mais le terme est peu à peu vidé du sens radical par les organisations internationales et les ONG.

Comment en est-on arrivé là ?

Les OI doivent identifier le public cible de la notion. Elles font donc des listes de personnes les plus vulnérables. Dans cette perspective, la vulnérabilité désigne tout à la fois des caractéristiques physiques et sociales, qui appellent un devoir de prise en charge. Mais peu à peu, on passe des grandes problématiques structurelles de développement à la défaillance individuelle des populations.

La notion de vulnérabilité renvoie à un présupposé étiologique : on recherche les causes, les facteurs, qu'on isole pour pouvoir agir dessus et réduire la vulnérabilité. On désigne ainsi des groupes à risques. On glisse vers les individus avec l'émergence de la figure de la victime pure, incapable de se remettre seule de la crise qu'elle vient de subir. Très

souvent une femme noire, seule ou avec un enfant dans les bras : on est très loin de la lecture radicale de la notion des années 1970.

Par la suite, on introduit la notion de participation. On glisse alors vers la notion de capacité des personnes. L'attitude jugée la pire est celle de la passivité.

On introduit alors la résilience : nouvelle figure de l'homme qui reconstruit, qui se bouge, pour reconstruire.

## 2. Que sous-tend ici cette notion de résilience ?

Une utilisation croissante depuis une dizaine d'année. En terme de temporalité, on est dans le temps de l'après, même si certains pensent la stratégie de résilience.

Pour certains auteurs, la résilience est une réponse à l'incertitude. Dans tous les cas, on est là encore dans une perspective loin de la perspective radicale qui voulait remettre tout à plat. Autre perspective, la résilience permettrait de dépasser le tout préventif qui a dominé durant la guerre froide (Widalvski).

2010 : la campagne de l'ONU pour l'ISDR porte par exemple sur les villes résilientes. Tournant à partir de 2004 avec la publication du rapport *Living with risk* de l'ONU.

La résilience est louée pour être moins centralisée que la prévention, pour être plus souple aussi. La résilience permet d'intégrer la variabilité, la turbulence et d'apprendre à y répondre. Très associée à la résilience, on trouve la notion d'auto-organisation, celles de rebond, de flexibilité aussi.

La notion d'adaptation est importante, qui est une injonction très présente avec le changement climatique. La terminologie est ici très proche de la rhétorique du *new public management* ou les techniques de développement personnel (filiation ici avec la psychologie). Liens aussi possibles avec la socio-biologie par le biais de l'auto-organisation.

L'échelle privilégiée est ici le local, voire l'individuel. Exemple du cadre d'action de Hyogo, voté par 168 pays dans le cadre de l'ISDR (2007) : « *building the resilience of nations and Communities to disasters* ». Mise en exergue du rôle des États, mais aussi accent mis sur les communautés et les individus. La résilience est une question qui engage les personnes concernées qui doivent s'informer et se motiver pour agir. Le concept de communauté sûre et résiliente est mis en avant, sanctionné comme un élément stratégique.

Cette idée est notamment reprise par les grandes ONG évangéliques : exemple de la roue de la résilience développée par le projet de la résilience communautaire de l'association LACRO world vision. Dans cette vision, le spirituel est mis au centre de la roue...

La résilience peut donc conduire à la recherche des facteurs qui vont favoriser la résilience : à mesure que l'on glisse au niveau plus local, on revient à la désignation des résiliences à travers des facteurs physiques et sociaux et donc des individus, avec une ré-émergence de la socio-biologie (idée que les comportements sociaux seraient maximisés par la transformation des phénotypes pour la meilleure adaptation).

NDLR : la boucle est bouclée puisqu'adaptation avait été choisie contre ce déterminisme écologique.

**Conclusion :** La victimologie a donc ses héros. On héroïse les individus résilients. Et cela donne le ton des usages de la notion et des discours implicites de la résilience.

À une autre échelle, celle de la ville, on a aussi la mise en place de processus d'héroïsation. On met en « vitrine » des modèles de villes, les maires et les dirigeants locaux deviennent des champions, etc. Du coup, débouche sur des critiques très acerbes.

## Discussion

- mise en exergue des effets de la mondialisation et du couple local/global sur la diffusion du concept et de ses évolutions
- mise en évidence des enjeux de pouvoirs et d'affirmations de nouveaux pouvoirs dans le cadre de la crise de l'État-providence. Enjeux politiques et sociaux forts à approfondir
- mise en évidence de la dimension morale de l'accusation, de cette résurgence de l'accusation et du discours moralisant
- question de la gouvernementalité de la résilience
- lien entre le concept et les outils : la question n'est pas forcément une question d'échelle, mais des outils qu'on a pour traiter le problème.
- en pratique, rien ne change avec le passage de la vulnérabilité à la résilience : on continue sur le terrain à faire des ateliers de prévention pour informer.

## **Julien Langumier, chercheur en ethnologie associé au laboratoire RIVES**

### **Dynamiques périurbaines nourries/confrontées à la catastrophe. Contribution à la réflexion sur la résilience urbaine. Le cas de Cuxac d'Aude**

J. L. présente des résultats obtenus à partir d'un travail de thèse, soutenu en 2006. Il s'intéresse à deux quartiers périurbains, récents donc, ce qui déplace et élargit la focale : cette périurbanisation est le fruit d'une autre crise, antérieure, qui est la crise viticole.

Son travail de thèse n'utilise pas la résilience urbaine. J. L. a travaillé sur une trajectoire urbaine ou plutôt périurbaine. Au demeurant, la question de la résilience n'est pas posée par les enquêtés. Dans la démarche ethnographique, le souci était de se positionner sur la façon dont les habitants et acteurs locaux se saisissent de la catastrophe qu'ils traversent.

Tous les entretiens ont montré les trois éléments suivants :

- événement-récit : un récit de la catastrophe sous la forme du monologue. Il est perçu immédiatement que si l'on est présent à Cuxac d'Aude en 2001, c'est pour recevoir le récit de la catastrophe qui a eu lieu 2 ans avant. Permet aux habitants de se positionner sur une sorte d'échelle du malheur, de se situer au sein d'un collectif.
- Événement-cause : un besoin de faire la lumière sur la catastrophe : l'ensemble des acteurs locaux sont dans une relation à l'événement qui consiste à rechercher une explication par la recherche de boucs émissaires, par une logique de l'accusation. Toutes les explications du phénomène naturel n'ont pas constitué des explications satisfaisantes. Il faut arriver à la logique d'accusation. Cette logique est sous-tendue par des tensions, des structurations sociales antérieures. La catastrophe vient cristalliser ces tensions latentes en des procès ouverts.
- Événement-mémoire : retour d'une routine, d'un quotidien, au sein duquel la catastrophe a une place, mais n'est pas centrale. Relation au souvenir de l'événement catastrophique, au risque aussi, mais aussi aux usages faits de cette expérience comme une ressource identitaire pour jouer dans le rapport de forces, au niveau individuel ou collectif.

### **Retour sur les conditions de l'urbanisation**

Urbanisation périurbaine sur des espaces qu'on sait dangereux. Deux quartiers d'environ 300 maisons, réparties sur environ 11 km. Une poche d'eau se constitue en arrière du canal et de la voie ferrée. Les digues qui encadrent les deux infrastructures sont débordées et une vague déferle sur les deux quartiers : on passe de 50 cm d'eau (inondation du fait de la présence de déversoirs) à 1,50 voire 2 mètres.

On est ici dans une région de viticulture de masse, liée à la crise du phylloxéra. Monoculture de la vigne, en particulier dans la plaine, sur des terres directement inondables, terres riches donc qui permettent d'avoir de très bons rendements. Les parcelles sont dans la plaine de taille importante. Ces parcelles correspondent exactement au découpage pavillonnaire. Il y a aussi des terres moins utilisées, au pied

des garrigues, avec beaucoup de cailloux. Elles coûtent beaucoup moins cher car moins faciles à mettre en culture pour la vigne.

Dans les années 1930, arrivée de travailleurs immigrés espagnols, avec une stratégie d'achat de terres. Ces immigrés s'installent au pied des garrigues pour faire du maraîchage, construisent des cabanons : ces terres sont des terres de relégation. Les terres de la plaine restent chères et dévolues à la viticulture.

Modèle de la mono-activité viticole entre en crise dès les années 1960. Grave crise sociale, avec des suicides. Le pouvoir politique prend alors la décision d'ouvrir l'urbanisation sur les terres de la garrigue : on transforme un terrain agricole peu valorisé en terrain urbanisable. Il faut dire qu'à l'époque, quand on s'échange des parcelles de la plaine, les parcelles de la garrigue servent de monnaie d'ajustement. Tout le monde ou presque à Cuxac a des terres sur cette garrigue. Au passage, c'est l'époque de la mise en tourisme du littoral (Narbonne est à 7 km).

Les inondations sont connues. Pourtant, dans les années 1980, on urbanise massivement ce secteur. En dix ans, 400 maisons se construisent. Maisons individuelles typiques du périurbain. Dans les années 2000, on détruira des maisons trop exposées (ces maisons avaient des permis de construire en bonne et due forme).

### **Les modes d'habiter périurbains à l'épreuve du sinistre des eaux**

Maisons achetées sur plan : ces maisons sont très peu résistantes à l'inondation. En particulier, les fondations sont très peu profondes. Les maisons ont été déplacées par la remontée de la nappe. Par parenthèse, ce type de maison est très difficile à adapter à l'inondation : impossible par exemple de sortir du plain-pied en construisant un étage supérieur, car les fondations ne le supporteraient pas. On peut juste ajouter une petite pièce pour permettre l'évacuation par le toit en cas de sinistre.

Suite à l'inondation, l'univers domestique a été littéralement mis à sac : profond désordre avec abolition du rapport dedans/dehors mais aussi les meubles déplacés. Le rapport des espaces domestiques a été aboli (le frigo dans la chambre, la boue dans la salle de bain). L'inondation déplace un certain nombre d'éléments : sentiment de souillure, de pollution. L'idéal du périurbain, avec notamment la distinction sociale, est totalement mis à mal : la fosse sceptique qui inonde, la piscine souillée, etc.

Comment les gens reviennent habiter après cela leur maison ?

- Des maisons sont totalement remises à neuf et qualifiées de maisons témoins. Une nouvelle maison efface les travaux successifs qui ont pu être menés : cette nouvelle maison coupe les habitants de leur relation à la maison telle qu'ils la vivaient
- Réflexion critique de certains : je me détache des valeurs consuméristes que j'avais jusque-là parce que j'ai tout perdu. Du coup, les gens se sont désinvestis de l'entretien de la maison ou du jardin. On y vit encore, mais l'entretien domestique est abandonné.
- Le retour à la maison suppose de faire une opération de tri entre ce qui est devenu déchet et ce qui reste objet à conserver. On va conserver, au-delà des objets personnels, des traces de la catastrophe. On patrimonialise à titre privé certains objets emblématiques (des objets couverts de boue) ou on va faire une marque dans la maison.

- Trouble ressenti par des habitants qui avaient accédé à la propriété en venant habiter ici, et qui se considèrent aujourd'hui comme des SDF, des assistés : sentiment de relégation sociale du fait de l'inondation, comme si l'environnement dégradé déteignait sur eux. L'inversion des rôles (de donateur on passe à bénéficiaire) est très mal vécu.

### **Le système politique local et ses recompositions**

Des décennies durant, on avait les mêmes acteurs politiques (en gros, le monde rouge de la viticulture). En 1999, les nouveaux habitants n'ont pas vraiment vu le jour au chapitre sur un monde politique centré autour des viticulteurs.

Tout change après la catastrophe où les sinistrés se mettent à avoir un poids dans la vie politique locale. L'acte fondateur est la question de la distribution des aides. La municipalité gauche plurielle met en place un système d'aides fondé sur le revenu social (logique redistributive). Or, les sinistrés refusent cette logique et postulent que tout le monde est égal face à la catastrophe et que donc, la redistribution est injuste, qu'il faudrait au contraire avoir une répartition forfaitaire.

Le différent est ici purement politique. Le débat n'est pas de savoir ce qui est le plus efficace entre faire du forfaitaire ou de la redistribution. Ce sont des oppositions idéologiques. L'autre problème est de savoir dans quelle mesure la redistribution du politique est plus ou moins légitime que celle d'une association.

Les sinistrés se groupent en association, puis en liste apolitique (les municipales ont lieu en 2001). La liste municipale l'emporte de 4 voix (il y a cinq morts lors des inondations, qui sont pensées comme les voix manquantes). Les élections sont annulées et la liste du périurbain l'emporte.

Deux mémoires se concurrencent alors : d'un côté les viticulteurs, qui travaillent autour de l'âge d'or de la viticulture, de l'autre les sinistrés des inondations. La question est de savoir qui est légitime pour représenter le village : ceux du bourg viticole ou ceux du périurbain ?

On assiste par ailleurs à un réinvestissement du passé par les périurbains, alors que ce passé leur est largement étranger, avec une dimension quasi patrimoniale : la nouvelle équipe municipale restaure le carnaval.

### **Urgence psychologique et culture du risque : injonctions contradictoires de l'action publique**

Deux exemples : cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP), document de la préfecture sur que faire en cas d'inondation.

Ces deux mesures visent à une certaine forme de résilience au niveau individuel.

Problème : c'est contradictoire. D'un côté, le CUMP participe à la déresponsabilisation et l'héroïsation du sinistré alors que le document du préfet vise au contraire à la responsabilisation par la culpabilisation. D'un côté, empathie, reconnaissance de l'expérience douloureuse, de l'autre, mise en accusation. Les populations reçoivent ces messages de façon très tranchée : il y a une adhésion forte à la victimisation. Au contraire, la stratégie de communication de l'État sur la culture du risque ne passe pas du tout et est souvent tournée en dérision.

### **Conclusion**

Plusieurs portes d'entrées dans la résilience urbaine, avec des méthodes et des matériaux d'enquête divers. Il n'y a pas une trajectoire univoque de résilience.